Comores

En 2011, les Comores ont fait quelques progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Bien que le gouvernement ait instauré des comités de lutte contre ce phénomène dans toutes les îles du pays, le manque de cohérence entre la loi sur l'âge légal du travail des jeunes et celle sur l'âge de fin de la scolarité obligatoire expose particulièrement les enfants de 13 à 14 ans aux pires formes de travail. En outre, le gouvernement n'a pas corrigé de nombreuses autres lacunes du cadre législatif, telle l'absence d'une liste des travaux dangereux interdits aux enfants, qui risquent de rendre ces derniers vulnérables aux situations d'exploitation dans le travail. Des enfants continuent à subir les pires formes de travail, notamment sous ses formes dangereuses dans le secteur agricole.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes permettraient de progresser sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants aux Comores :

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Lois et règlements	Étendre aux enfants qui travaillent pour leur compte l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2010, 2011
	Rédiger et adopter des dispositions légales spécifiant une liste des travaux dangereux interdits aux enfants.	2009, 2010, 2011
	Adopter une loi portant interdiction de l'utilisation d'enfants aux fins d'activités illicites, conformément aux normes internationales.	2009, 2010, 2011
	Voter le projet de loi de lutte contre la traite élaboré en 2011.	2011
Coordination et mise en application	Accroître le nombre d'inspecteurs du travail et leur dispenser une formation relative aux pires formes de travail des enfants.	2009, 2010, 2011
	Effectuer des inspections pour veiller au respect des lois de lutte contre les pires formes de travail des enfants et rendre disponibles les informations sur les résultats des inspections.	2009, 2010, 2011
Politiques	Faire de l'éducation une solution de rechange viable à l'exploitation par le travail en portant l'âge de fin de la scolarité obligatoire à 15 ans, l'âge légal de travail des jeunes, ainsi qu'en mettant un terme aux frais de scolarité et en fournissant du matériel scolaire aux élèves.	2009, 2010, 2011
Programmes sociaux	Mettre en œuvre des programmes sociaux pour lutter contre les pires formes de travail des enfants dans l'agriculture et le travail domestique.	2009, 2010, 2011